

Crise des banlieues, rapport aux services publics : les réponses du tiers secteur

Lundi 6 février 2006, Paris

Lundi 6 février 2006, Paris	1
Accueil et présentation du débat	2
Alain LIPIETZ	2
Député européen groupe Verts/ALE	2
Comment expliquer la « révolte » des banlieues ?	4
Joëlle BORDET	4
Psychosociologue, auteur de Les jeunes dans la cité	4
Le témoignage d'un policier	9
Gérard GRENERON	9
Secrétaire général du Conseil Européen des Syndicats de Police	9
La place centrale de l'écologie politique dans le débat	10
Jacques BOUTAULT	10
Maire du 2ème arrondissement	10
L'action de l'association Partenaires pour la Ville	11
Mounira MEHIRI	11
Administratrice de Profession Banlieue, ancienne animatrice de Partenaires pour la Ville à Saint-Denis	11
L'expérience des régies de quartier	13
Zinn-Din BOUKHENAÏSSI	13
Délégué général du Comité National de Liaison des Régies de Quartier	13
Premiers enseignements des interventions	15
Alain LIPIETZ	15
Député européen groupe Verts/ALE	15
Débat	16
Annexes	1

La crise des banlieues de Novembre 2006 est d'une profondeur structurelle qui ne guérira pas en un jour, mais en traitant au fond les maux de notre société (exclusion, chômage, précarité, racisme, urbanisme concentrationnaire, etc.). Cela nécessitera en tout état de cause un investissement massif de services publics de toutes natures (nationaux, locaux, associatifs...) dans ces quartiers. Or, constat particulièrement déplaisant pour les élus progressistes et écologistes, les jeunes s'en sont pris justement à ces services publics, parfois défendus par la mobilisation de leurs aînés : crèches, maisons de jeunes, autobus, pompiers... Bien sur, « ils brûlaient ce qu'ils avaient sous la main », et incendier une école ne signifie pas plus la haine de l'instruction que brûler un autobus l'hostilité aux transports en commun. N'empêche : le manque de respect voire d'affection pour ces services coûteux traduit sans doute un rejet plus profond, en tout cas un manque d'identification à ces investissements sociaux au service, théoriquement, des habitants. La police en est bien sur l'exemple le plus caricatural.

Une autre conception de ces services (et notamment de la police) est elle possible ? Quel rôle pourrait y jouer le tiers secteur d'économie sociale et solidaire ?

Accueil et présentation du débat

Alain LIPIETZ

Député européen groupe Verts/ALE

A travers la discussion qui s'ouvre aujourd'hui, nous souhaitons avancer dans une réflexion commune sur les réponses à apporter à la crise révélée par les émeutes de novembre. Naturellement, les Verts entendent participer activement à cette réflexion. Les racines de ces événements ont été largement évoquées dans la presse. Elles recouvrent notamment :

- la déchirure sociale ;
- l'école qui ne sait plus tenir son rôle ;
- le blocage de l'ascenseur social qui empêche une grande partie des jeunes de banlieue de trouver des débouchés vers le haut et de s'insérer dans le monde du travail ;
- les problèmes plus spécifiques aux enfants issus de l'immigration, et particulièrement celle venue des ex-colonies.

Je suis moi-même issu de l'immigration mais, avec le temps, les immigrations polonaises, italiennes, espagnoles, portugaises et belges se fondent dans le paysage, ce qui n'est pas le cas de celles en provenance de nos anciennes colonies.

Ces problèmes considérables nécessitent une discussion approfondie, qui ne peut être distinguée de notre sujet de ce soir. Cependant, j'ai préféré centrer le débat sur la question du rapport au service public. Dans ce cadre, nous évoquerons notamment le cas de la police car il convient de rappeler que c'est un incident policier qui a constitué l'une des causes immédiates des émeutes. Ce n'est d'ailleurs guère surprenant et illustre parfaitement les problèmes qui existent entre la population des banlieues et les institutions qui se présentent comme "au service du public".

Un tel constat est particulièrement préoccupant pour les Verts. En effet, nous considérons que le renforcement des services publics est nécessaire pour améliorer la situation dans notre société. C'est même l'une des toutes premières composantes de ce que nous appelons « améliorer l'environnement et la qualité de vie ». L'objectif est de permettre aux habitants, qu'ils soient citoyens ou non, de vivre mieux, de façon plus autonome et plus solidaire, et de renforcer le lien social en développant les institutions.

Or c'est précisément la représentation physique de ces institutions (les écoles, les Maisons Pour Tous, les gymnases, etc.) qui a été l'une des cibles privilégiées des émeutes. Face à cette situation, une des explications angéliques, et partiellement vraie, a consisté à dire que les émeutiers ont brûlé ce qui leur tombait sous la main : des poubelles, des voitures et des bâtiments publics. A l'inverse d'Alain Finkielkraut, l'éditorialiste de *Politis* Denis Sieffert estime qu'en incendiant des écoles, les émeutiers n'ont pas voulu affirmer leur rejet de l'enseignement et de la culture. Ou bien il faudrait considérer qu'en brûlant des voitures et des autobus, ils auraient cherché à montrer leur opposition aux transports individuels et collectifs ! En réalité, ils ont brûlé ce qu'ils avaient sous la main, comme le reconnaissait un jeune de Toulouse.

Ceci explique une grande partie de ces actes. Néanmoins, il serait insuffisant de s'en tenir là. Il existe en effet un contentieux réel entre la population et les services publics ou les services au public auxquels nous, les Verts, dans notre militantisme et dans notre travail institutionnel (beaucoup d'entre nous sont maires adjoints), nous tenons beaucoup. Une grande partie de l'action que nous pouvons

Crise des banlieues, rapport aux services publics : les réponses du tiers secteur Les Verts/ALE
mener en tant que parti politique consiste, une fois élus, à augmenter les budgets et à renforcer les services publics pour changer les politiques publiques. Nous militons dans les conseils municipaux pour développer les services publics dans ces banlieues et ne pas les laisser à l'abandon. C'est pour nous un déchirement que de les voir incendiés au même titre que les voitures individuelles. Nous avons donc cherché à savoir pourquoi les services au public et les institutions de la République ne sont pas perçus par ces jeunes comme une source de protection contre un monde hostile mais, au contraire, comme les représentants de ce monde qu'ils détestent et contre lequel ils se révoltent.

Pour avancer sur ce problème, nous avons réuni un certain nombre d'intervenants.

Joëlle Bordet est psychosociologue et auteur de l'ouvrage *Les jeunes et la cité*. Elle est ou a été animatrice et consultante auprès de plusieurs municipalités de banlieues. Elle a travaillé ou travaille encore, dans le cadre d'un groupe de réflexion de la Fondation Copernic, avec des magistrats, des éducateurs et des élus qui ont anticipé la crise des banlieues puis essayé d'en tirer le bilan. Elle resituerait les événements et la réponse que la droite leur apporte et elle évoquerait quelques-unes des propositions que pourraient développer les forces progressistes.

Gérard Greneron est secrétaire général du Conseil Européen des Syndicats de Police. Il n'est pas partisan du « tout répressif ». Institution régalienne, la police a été au front pendant les émeutes et il est légitime de l'interroger sur son rôle éventuel dans une voie alternative qui reste à déterminer.

Nous aborderons ensuite divers éléments de réponse. Les Verts estiment qu'à côté des grands services publics, qu'ils soient organisés en réseau ou régaliens, il y a la place, dans une société plurielle, pour un secteur associatif et coopératif, que nous appelons le tiers secteur ou l'économie sociale et solidaire. Ce secteur est subventionné par les collectivités ou la puissance publique à la mesure des services qu'il rend à la communauté.

J'ai à ce titre invité **Mounira Mehiri** qui fut animatrice de *Partenaires pour la Ville* à Saint-Denis et est aujourd'hui administratrice de Profession Banlieue. *Partenaires pour la Ville* a vu le jour en même temps que la création des emplois jeunes. Je rappellerai qu'une partie importante des missions attribuées à ces jeunes a consisté en des actions de médiation. C'est précisément le rôle que *Partenaires pour la Ville* a été amené à jouer pour de grands services publics, comme la RATP, SNCF, EDF ou encore des bailleurs sociaux. En effet, ces services doivent naturellement assumer leurs missions dans les quartiers sensibles mais, en tant que représentants des Institutions, ils deviennent de fait une cible, ce qui rend indispensable ce type de médiations.

Le tiers secteur peut fournir directement des services à la communauté. Il ne s'agit pas de services en réseau. Il n'est pas question d'imposer un statut des coopératives à la SNCF ou à la RATP, même si, dans des villes de petite et moyenne importance en Argentine, face à la débandade générale, à la privatisation et à la destruction de l'économie, ce sont des coopératives qui assurent notamment la distribution de l'eau.

Zinn-Din Boukhenaiissi a travaillé au sein de la Régie de Quartier de Meaux et est actuellement délégué général des Régies de Quartier. Dotée d'un statut associatif, la Régie de Quartier passe un contrat avec les bailleurs, les collectivités ou encore la population des cités d'habitat social pour y assurer des missions telles que l'entretien, la médiation et même la pacification (avec les ambassadeurs de nuit). Elle incarne la prise en main directe d'un service au public par une structure issue de l'associationnisme ouvrier du XIX^{ème} siècle : une solution qui, à nous écologistes, paraît offrir une solution très intéressante pour le XXI^{ème} siècle.

Chaque intervenant prendra la parole environ un quart d'heure. Ensuite, nous disposerons d'une heure et demie pour discuter.

Comment expliquer la « révolte » des banlieues ?

Joëlle BORDET

Psychosociologue, auteur de *Les jeunes dans la cité*

Je trouve très intéressant le dialogue politique qui se développe aujourd'hui entre les différentes composantes de la société. Cette discussion me semble très importante, en particulier dans la perspective des futurs programmes politiques. Je vous remercie donc de m'avoir invitée ce soir.

Avant de parler de programmes et de services publics, il est essentiel d'essayer de comprendre la révolte qui a lieu au mois de novembre. La forme de ces événements n'a pas surpris les personnes qui travaillent dans les quartiers. En revanche, la rapidité avec laquelle ces émeutes se sont disséminées a été plus surprenante, de même que la catalyse opérée par les médias. Partout dans le monde, les médias retransmettaient des images de jeunes en train de brûler la France. Cette représentation a eu des effets directs sur la révolte elle-même.

Les enjeux de la compréhension de cette révolte sont aussi très compliqués. L'expression « violences urbaines » est née en 1996, lorsque nous avons basculé vers des politiques de sécurité, et elle s'inscrit dans une approche stigmatisante. En 1996, une chercheuse ayant travaillé sur l'émergence de ces expressions a rédigé un excellent article publié dans un livre intitulé *La prévention de la délinquance, vers un nouvel ordre social*. En particulier, le terme « violences urbaines » sous-entend que ces actes n'expriment pas de révolte. Inversement, lorsque l'on parle de « révolte », comme je le fais, on risque de donner du sens à des choses et surtout de les qualifier, alors que ces actes ne témoignent pas d'une parole construite évidente. Il est extrêmement important que la parole soit donnée aux jeunes eux-mêmes et de produire réellement des constructions collectives comme le font certaines villes.

De plus en plus, la question du pouvoir est posée. C'est pour moi un enjeu-clé face à la droite qui a très rapidement mis en place des mesures sécuritaires. La situation est extrêmement grave et l'absence de réponse évidente. De plus, quand nous nous interrogeons sur l'évolution du service public, nous devons nous demander comment nous allons travailler avec les jeunes. Parallèlement, il est impossible de parler de service public indépendamment d'une posture de travail sur la démocratie. Nous devons déterminer les moyens qui nous permettront de renforcer les capacités démocratiques des villes, des régions ou des groupements.

Parmi les causes des révoltes, il ne faut pas faire l'impasse sur une tendance à l'autodestruction. J'étudie depuis vingt ans comment de jeunes adultes et des adultes se retrouvent dans une précarité totale, sont fixés dans certains quartiers et s'ancrent dans l'illégalité et dans des conditions de survie difficiles. Dans les quartiers, certaines personnes n'ont plus accès au statut social qui fonde l'autonomie de chaque individu parce qu'il n'existe plus aucune protection. En outre, alors que nous sommes dans l'ère de la mondialisation et de la mobilité, elles n'ont plus aucune perspective que la fixation. Un jeune me disait à ce propos : « *La cité, c'est comme un élastique : tu pars le plus loin possible, mais tu reviens toujours au centre* ».

Ce processus de fixation crée véritablement des comportements autodestructeurs. Les atteintes aux biens que nous avons récemment connues sont, pour partie, imputables à cette logique d'autodestruction et à la jouissance qu'elle peut procurer. Dans le même temps, il est possible d'étudier comment certaines situations ou une certaine généalogie peuvent conduire certains jeunes à détruire des bâtiments publics. Pendant trois ans, j'ai analysé avec des professionnels les situations de violence constatées dans le quartier du Luth à Gennevilliers où plus personne n'osait s'aventurer dans l'espace public. A la demande du maire et du substitut du procureur, nous avons cherché à

identifier les raisons d'une telle situation. Nous nous sommes aperçus que les situations de violence qui s'y produisaient sidéraient à ce point les habitants de ce quartier qu'ils en parlaient comme si elles venaient d'avoir lieu la veille. Dans ce contexte, le soutien aux professionnels de proximité (éducateurs sociaux, assistants sociaux, ALMF, etc.), auxquels il est actuellement porté atteinte, constitue donc un vrai enjeu.

Dans l'actuelle « spirale de la force », ces professionnels auront les plus grandes difficultés à tenir la position de présence et de réassurance de tiers public que nous avons construite depuis une vingtaine d'années.

J'analyse actuellement avec tous les présidents des tribunaux de l'Ile-de-France le fonctionnement de la justice pendant les révoltes. Nous reprenons toutes les statistiques disponibles et examinons notamment la collaboration entre le Parquet et le Juge pour enfants. Dans ce domaine, de très grandes différences apparaissent d'un tribunal à l'autre. L'Etat a imposé une criminalisation des jeunes de façon à ce que ceux-ci puissent être déférés et risquent la prison. Une telle approche a de lourds impacts sur la démarche judiciaire et le rapport entre le politique et le judiciaire. Le primat de l'éducatif, les peines d'intérêt général et la mesure de réparation sont remis en question. Par exemple, des personnes condamnées dans le Tarn à trois mois de prison ferme pour des incendies de poubelles se retrouvent ainsi en prison à Toulouse avec les détenus les plus dangereux.

Il faut aussi examiner ce qui s'est passé dans les villes moyennes où la situation est souvent pire que dans les banlieues de la région parisienne. Mes enquêtes révèlent que, plus les individus sont loin de l'offre urbaine, plus ils éprouvent un sentiment d'inexistence, ceci pour un double motif :

- parce qu'ils ne sont pas immigrés et n'occupent pas les écrans de télévision ;
- parce qu'ils n'existent pas dans l'offre urbaine.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que 200 petites villes de France aient connu des incendies : ces actes ont en effet permis à ces jeunes d'exister par la télévision. Ainsi, on observe un lien étroit entre comportement autodestructeur et affirmation de soi. La destruction des biens publics est ainsi à la fois une action qui détruit et une action qui demande. Il est d'ailleurs préférable que la violence porte sur les biens publics plutôt que sur les personnes. Or d'après les statistiques, plus la politique sécuritaire est forte, plus l'atteinte aux personnes augmente. Même si je n'apprécie pas du tout l'atteinte aux biens, je considère que l'atteinte aux personnes est pire. Il est donc important d'observer la nature de la gravité des atteintes. A cet égard, je travaille actuellement au Brésil où des enfants en viennent à me demander si un homicide est grave ! En France, des centres sociaux sont souvent régulièrement la cible d'attaques. Nous avons travaillé avec les parents et les jeunes sur les significations de ces attaques et nous avons constaté qu'elles révélaient une forme de régression infantile : on casse pour demander. A côté d'un travail de police et de justice en parallèle, le primat de l'éducatif doit retrouver sa place.

L'élément de l'humiliation ne doit pas être ignoré. Ces derniers mois, nous avons vécu des situations de violences policières. J'ai entendu dans les quartiers des propos que je n'avais jamais entendus pendant des années. Un tel climat d'humiliation va continuer à produire ce type de révoltes. Le rapport avec la police et l'évolution de cette dernière constituent aujourd'hui des enjeux majeurs. Là encore, il existe de grandes différences, notamment concernant le lien entre le politique et la police et les types de réactions que celle-ci peut avoir. Après les révoltes, de vrais débats se sont déroulés avec le directeur départemental de la police, les responsables éducatifs et les maires au sein des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, qui sont des lieux de dialogue et de négociation extrêmement importants. D'une certaine façon, il s'agit d'un acte de service public. Nous avons aujourd'hui besoin de ces lieux où un travail stratégique et politique se met en place de façon complémentaire avec l'action quotidienne des services publics.

L'état des services publics est inquiétant. La moyenne d'âge des policiers en Seine-Saint-Denis est de 26 ans. La moitié des enseignants nommés en France le sont pour la première fois en région parisienne. Il existe donc de vrais problèmes de nomination, d'encadrement et de nature de service.

Je suis très inquiète concernant les opérations de démolition-reconstruction de Monsieur Borloo. En effet, certains des plus pauvres sont ainsi expulsés des quartiers d'habitat social vers le périurbain où les services publics sont totalement absents. Cette situation favorisera la violence et l'islamisme. De plus, la confrontation avec les populations qui se sont installées en accession à la propriété dans les quartiers périurbains précisément dans le but d'échapper aux cités sera extrêmement violente. L'enjeu est essentiel concernant la ségrégation sociale spatiale et des processus de gentrification urbaine au sens de la reprise des territoires de la première couronne en région parisienne, par exemple, pour les gens les moins pauvres. Il existe de vraies poches de paupérisation. Je l'ai constaté en travaillant à Grigny pendant plusieurs années. A mon sens, le développement social urbain était et reste une perspective positive, avec des enjeux de co-développement et de subsidiarité financière. Toutefois, certaines communes n'ont pas les moyens de faire ce qu'elles voudraient. A Pierrefitte et à Stains où je travaille, les élus ont d'énormes difficultés à créer la même capacité de développement stratégique que celle qui a été suscitée à Gennevilliers grâce à l'embauche de chefs de projet et à la construction d'un étage stratégique territorial.

Je ne crois pas qu'il faille revenir à des équipements publics, mais avoir une approche territoriale de la question du bien public avec un vrai travail démocratique. Les politiques de la ville élaborées il y a vingt-cinq ans et auxquelles j'ai participé ne sont pas allées assez loin. En effet, elles ont mis l'accent sur la réparation des effets du chômage et des déstructurations. Or aujourd'hui, dans les villes de gauche, on n'arrive pas à passer à des politiques démocratiques en donnant du pouvoir à la population, et aux jeunes en particulier. Par exemple, j'enseignais l'année dernière à Villetaneuse : les jeunes vont en sortir avec des DESS et ne seront même pas embauchés à Pizza Hut. Tous ces jeunes des classes populaires, issus ou non de l'immigration, ont fait l'effort de prendre l'ascenseur social mais se retrouvent aujourd'hui en situation de déqualification absolue. Cette situation d'échec constitue dès lors un enjeu majeur. De même, leur place en tant qu'acteur social réel est aussi un enjeu primordial.

Récemment, dans une ville, un travail a réuni le maire, les animateurs, les éducateurs et 40 jeunes. Un jeune noir a alors dit au maire : « *Finies les discussions. Nous voulons de vraies responsabilités* ». Comme je devais reformuler les propos tenus lors de la réunion, j'ai souligné l'importance du pouvoir et du rôle d'acteur et j'ai ajouté qu'une ville n'était pas un supermarché. C'est sur ce point que le maire a insisté pour faire la morale aux jeunes alors que ces derniers venaient de lui réclamer du pouvoir.

Pour avoir suivi le conseil local de jeunes de Blanc-Mesnil pendant trois ans, je reconnais qu'un tel rôle n'est pas facile pour les élus. Une fois qu'un tel processus est lancé, il faut réussir à donner des bases solides aux adultes, sachant qu'il n'est pas possible de s'appuyer sur le salariat. La démocratie locale devra gérer tout ce qui n'a pas été traité sur le statut social. En outre, je suis en train de lancer un programme avec Claire Villiers sur la démocratie locale et la jeunesse dans quatre villes en Ile-de-France. Nous savons que ces questions vont devoir être traitées et que ce ne sera pas simple.

A Saint-Denis, nous avons travaillé sur les identités sociales et politiques des jeunes. 45 jeunes ont été interviewés trois fois sur la question : « *Qu'est-ce que le politique pour vous ?* ». Il en ressort que plus ils ont une expérience positive, moins ils sont dans la fragmentation. J'ai également mené des entretiens avec un groupe de 25 filles dans une barre d'immeuble délabrée derrière la faculté de Saint-Denis avec des populations maliennes essentiellement. L'une d'elle m'a dit : « *Les films français sont nuls. On aime les films américains parce qu'ici, c'est le ghetto américain* ». Une autre dit : « *Les confessions de Rousseau, c'est chiant. Mais Les mains sales de Jean-Paul Sartre,*

c'est le pied ». Une autre encore : « *L'avortement, c'est pas bien. Si on ne peut pas faire autrement, les foyers existent* ». Et une dernière, habillée en jean et petit tee-shirt : « *Le voile, c'est la dignité* ». C'était un vrai kaléidoscope. Nous avons ensuite travaillé avec elles sur les petits extraits de films. Il a dès lors été possible de relier certaines choses. Un travail de débat public a été fait. Ils sortent un journal.

Nous avons aussi organisé un débat lors des rencontres urbaines de La Villette avec le service municipal de la jeunesse de Gennevilliers, Saint-Denis et Dunkerque sur le thème « *Les jeunes, ici et ailleurs* ». Tous les jeunes qui y participaient étaient partis en mission à l'étranger. Leur discours était fort et construit. Ils ne sont pas du tout incultes. Mais s'ils n'éprouvent pas qu'ils sont des acteurs historiques dans un lieu, où deviendront-ils des acteurs politiques ? Aujourd'hui, il n'y a pas de lieu pour cela, ou il n'y en a pas assez. Où est l'exercice de la puissance ? Ils disent : « *Quand on est allé manifester contre la guerre en Irak, on s'est senti français, mais quand on revient ici, on n'est plus français* ». Ils sont ambassadeurs de la France quand ils partent en mission à l'étranger mais quand ils reviennent, ils subissent cinq contrôles policiers entre Saint-Denis et Paris. Leur identité française est sans cesse mise en cause. Ils ne sont ni d'ici ni de là-bas. Tant qu'ils ne pourront pas dire « *On est d'ici* », ils seront renvoyés vers la violence.

J'anime un programme qui s'appelle Coexiste et réunit l'Union des étudiants juifs de France et l'association Convergence. Nous formons des jeunes entre 20 et 25 ans pour aller évoquer pendant deux heures dans des écoles l'attitude stigmatisante.

Depuis quatre ans, j'anime un séminaire à l'Ecole Centrale sur le thème « *Exclusion sociale, mondialisation et démocratie* ». Les étudiants sont envoyés en banlieue pour y rencontrer des habitants. L'année dernière, alors que j'étais professeur à Villetaneuse, j'ai proposé à mes étudiants de rencontrer les étudiants de l'Ecole Centrale. Leur réaction a été de me dire : « *Ils veulent voir des immigrés ?* ». J'ai répondu par la négative, ajoutant que je pensais qu'ils avaient des choses à apporter aux Centraliens. Ces derniers sont donc venus à Villetaneuse où les étudiants leur ont immédiatement demandé : « *Qu'est-ce que vous pensez du 93 ?* ». Au retour, les Centraliens m'ont dit leur étonnement à voir autant de bâtiments. C'était la première fois qu'ils se rendaient dans les quartiers Nord. Nous sommes bel et bien face à des ségrégations sociales et spatiales considérables. C'est pourquoi, à mon sens, parler de service public est synonyme de mobilité, de rencontre et d'altérité. Il ne faut pas penser uniquement en termes d'offre, sous peine d'échouer. Les moyens ne seront en effet jamais suffisants. En outre, je considère que de telles questions relèvent avant tout de valeurs, de mentalités, de rencontres et aussi de travail politique. Il faut déterminer quel doit être le travail politique aujourd'hui pour ne pas s'enfermer dans des pratiques autodestructrices.

Pour cela, il faut aussi faire le lien avec le travail international. Il apparaît clairement dans l'enquête que nous avons menée que les jeunes, et c'est une richesse, naissent dans la mondialisation et parlent en même temps de la ville, du local et de la France. Pour autant, ils parlent peu de l'Europe. La France renvoie aux institutions, au droit, aux recours, etc. La ville est extrêmement importante pour eux. Par exemple, à Saint-Denis, les jeunes éprouvent un véritable sentiment d'appartenance à leur ville. Il faudrait le vérifier selon les villes.

Enfin, les trois-quarts de leur discours porte sur le conflit au Moyen-Orient, et pas seulement de la part de ceux issus de l'immigration maghrébine. La fixation et l'enfermement au Moyen-Orient leur font dire qu'ils vivent la même chose que les Palestiniens. Lors d'un débat de soutien à la paix au Moyen-Orient qui s'est tenu à La Ferrière, nous avons téléphoné à un éducateur à Gaza et à un journaliste engagé pour la paix en Israël. J'ai fait une allusion sur un travail que j'avais effectué avec la police à Mantes-la-Jolie. Un jeune m'a interpellé en me disant : « *Est-ce que nous ne sommes pas les nouveaux Palestiniens ?* ». Que répondre à cela ? Je crois véritablement que la question de l'identité, de l'appartenance et de la place de chacun en tant qu'acteur dans ce monde mondialisé est

Crise des banlieues, rapport aux services publics : les réponses du tiers secteur Les Verts/ALE
très importante ainsi que celle de savoir assumer, en termes de pédagogie, la mondialisation dans le
débat politique.

Le témoignage d'un policier

Gérard GRENERON

Secrétaire général du Conseil Européen des Syndicats de Police

Ma profession initiale est officier de police française. J'ai le grade de commandant. Depuis 1998, je suis le Secrétaire général du Conseil Européen des Syndicats de Police, créé par mon prédécesseur en 1988. Cette organisation est née d'une réflexion entre un policier espagnol et un policier français qui se sont rendus compte que, des deux côtés des Pyrénées, ils rencontraient les mêmes problèmes professionnels et de société. Cette organisation regroupe aujourd'hui 18 syndicats dans 17 pays membres du Conseil de l'Europe. Nous sommes également une organisation internationale non gouvernementale présente au Conseil de l'Europe. J'ai un lien direct avec la société civile et c'est à ce titre que j'ai accepté de venir débattre des problèmes qui ont été récemment d'une actualité brûlante en France mais qui sont aussi sous-jacents dans d'autres pays européens. Par exemple, dans un mois et demi, j'irai débattre du problème de la police de proximité au Portugal où se pose la question de son avenir. Plus largement, les événements de novembre ont interpellé nombre de policiers européens. Notre réflexion doit donc dépasser le cadre national. De même, pour moi qui suis un Européen convaincu, la réflexion doit également être menée au niveau européen.

Mon discours va vous paraître tiède par rapport à celui que vous venez d'entendre parce que notre organisation est avant tout autonome, c'est-à-dire que nous menons une politique de la main tendue. Nous sommes ainsi capables de nous mettre autour d'une table avec ceux qui acceptent de discuter avec nous.

On constate un manque de dialogue entre policiers et citoyens au plan national. Quand je me regarde dans une glace, je vois avant tout un citoyen qui exerce une profession de police. Je l'ai exercée sur le terrain pendant 16 ans et j'ai connu les problèmes des banlieues à Lyon. En 1982, aux Minguettes, un brigadier avait blessé par arme à feu un jeune beur lors d'une interpellation de nuit qui s'était mal déroulée. Des émeutes s'en étaient suivies. J'étais alors inspecteur stagiaire et j'ai dû faire face à des caillassages de véhicules. J'ai ainsi été confronté à ces problèmes dès la fin de ma formation. Vous sortez de l'école de police avec une opinion de votre métier, comme étant au service des citoyens et vous êtes reçu à coups de pierres. Vous comprenez, alors, qu'il existe un décalage entre votre perception de votre métier et la perception qu'en ont certains citoyens

Plus de vingt ans après, j'ai été à nouveau interpellé par ce qui s'est passé dans nos cités en novembre, en tant que policier mais aussi en tant que parent puisque j'ai un fils de 11 ans et une fille de 17 ans. Nous allons dans le mur et je n'ai pas envie d'offrir cette société à mes enfants. C'est pour cette raison que je cherche des solutions pour créer des ponts entre le service public que je représente comme syndicaliste et les autres membres de la société. Il faut donner la parole à tout le monde et essayer de réunir à une même table les policiers et les jeunes qui, ne se connaissant pas, ne se respectent pas. Je veux participer à ce débat pour trouver d'autres chemins. Je me refuse également à croire que la police est la solution à tous les maux de la société. Je ne souhaite pas que, dans les années à venir, mes collègues soient confrontés à des problèmes comme ceux que nous venons de connaître.

La place centrale de l'écologie politique dans le débat

Jacques BOUTAULT
Maire du 2^{ème} arrondissement

Traditionnellement, il me revient de dire un mot d'accueil, mais une obligation d'ordre municipal m'a retenu et je n'ai pu assister au début de vos échanges. Je remercie Alain Lipietz qui est à l'origine de l'organisation de ce débat. Je pense que revenir « à froid » sur les événements de cet automne a du sens et permet de les examiner de façon rationnelle. Le faire dans le II^{ème} arrondissement, autrement dit dans l'hypercentre d'une agglomération qui compte 12 millions d'habitants, constitue un symbole. L'intérêt majeur de cette réunion est de réaffirmer que l'écologie politique a quelque chose à dire sur les questions concernant les populations de banlieues. En effet, l'écologie politique met l'être humain au cœur des problématiques environnementales. Je laisse le débat se poursuivre et me réserve le droit d'intervenir.

L'action de l'association Partenaires pour la Ville

Mounira MEHIRI

Administratrice de Profession Banlieue, ancienne animatrice de Partenaires pour la Ville à Saint-Denis

J'ai créé et animé l'association Partenaires pour la Ville à Saint-Denis. L'association a produit des résultats dès lors que des moyens lui ont été octroyés à partir de 1997. Cependant, aujourd'hui, le désengagement de l'Etat, notamment sur le dispositif « emplois jeunes », fragilise l'action de l'association et conduit la ville de Saint-Denis à assumer seule cette association.

A l'origine, les transporteurs RATP et SNCF ont considéré que leurs salariés ne bénéficiaient plus des conditions de travail suffisamment correctes pour travailler dans certaines banlieues. Ces entreprises ont profité de l'arrivée du dispositif « emploi jeunes » pour créer une association qui confierait à de jeunes salariés un travail de médiation sur l'espace public. Ce travail devait être mutualisé, c'est-à-dire les salariés de l'association devaient travailler pour l'intérêt général et non pour chaque entreprise publique. Le Conseil d'administration de l'association a donc été composé de la ville de Saint-Denis, la RATP, la SNCF, EDF-GDF Service et la faculté de Paris VIII. La ville s'intéressait alors à la mise en place de services de proximité et de médiation sur son espace public et à la possibilité de donner de l'emploi à de jeunes habitants. A ce moment, la construction du stade de France était en cours, les finances de la ville étaient en hausse et tout le monde devait participer à cette richesse. L'association a embauché 70 salariés, dont cinq à six encadrants et 65 « emplois jeunes ». Le dispositif « emploi jeunes » était en principe ouvert à tous mais la Ville et l'Etat ont décidé qu'il bénéficierait à des jeunes non qualifiés et habitant sur place, non parce qu'ils étaient les mieux placés pour régler des problèmes qu'ils connaissaient, mais pour créer de l'emploi sur un territoire considéré comme un territoire de ressources partagées. Il existe un véritable sentiment d'appartenance à la ville de Saint-Denis où les habitants ne se sentent pas en banlieue.

Ce dispositif n'a pas produit les effets escomptés, à savoir la création de nouveaux services de médiation. Il a en fait réduit la distance qui existait entre les jeunes salariés et les services publics. La confrontation au quotidien de jeunes de banlieues avec des machinistes ou avec des guichetiers a entraîné une reconnaissance de part et d'autre. Au départ, les jeunes considéraient les machinistes comme des fainéants tandis que les machinistes se faisaient une image caricaturale des jeunes de banlieue (notamment en les assimilant à ceux qui jettent des pierres sur leurs autobus). Très rapidement, chacun a pu constater les difficultés auxquelles les autres faisaient face. Ainsi, les jeunes qui, au départ, s'estimaient largement capables de faire un travail de machiniste qu'ils considéraient comme extrêmement simple, changeaient radicalement d'opinion au bout de deux mois. Ils se rendaient compte que la solitude du poste et le stress induit par les problèmes de circulation rendaient ce travail très difficile et ils ne voulaient plus devenir machinistes.

Ce dispositif est une solution parmi d'autres. Mais en l'espèce, il y a eu un réel rapprochement entre le service public et les jeunes. Ce rapprochement est aussi dû au fait que le dispositif « emploi jeune » donnait accès à un véritable emploi. Même si le financement par l'Etat n'était assuré que pour cinq ans, les jeunes qui n'avaient connu jusque-là que des emplois de très courte durée se considéraient comme en CDI. Par ailleurs, il s'agissait d'un emploi de droit commun, ce qui entraînait l'accès à un statut social et au respect. Cet emploi leur permettait de faire des projets et de rencontrer des adultes, ce qui ne leur était pas arrivé, en dehors du cercle familial, depuis l'école.

Ce dispositif était censé apporter formation et qualification. Des stages d'accès à la citoyenneté nous ont été proposés mais nous avons préféré considérer que ce sont les conditions d'exercice d'un

emploi qui permettent l'accès à la citoyenneté. Au sein de l'association, se sont constitués des délégués du personnel, des comités d'entreprise et des syndicats. Cela n'a pas été facile mais la majorité des salariés a participé aux élections.

La médiation s'est davantage faite entre les salariés du service public et ceux de l'association qu'avec la population, à la nuance près que le personnel de l'association constituait aussi une fraction de la population. Des tutorats spontanés se sont mis en place. Un grand nombre de machinistes se sont occupés de jeunes, sans qu'il soit ici question de charité, pour les aider à intégrer la RATP. Ainsi, les trois premières années, 30 % des jeunes sont entrés à la RATP et à la SNCF, ce qui a fait l'objet de fêtes dans des quartiers, (on est loin des voitures brûlées, il faut savoir que ces deux types de réactions peuvent coexister). Dans certains quartiers, c'était la première fois qu'un jeune obtenait un CDI et devenait « fonctionnaire ». Là, on peut mesurer les « bienfaits » de l'égalité républicaine.

Des difficultés subsistaient tout de même. Certains machinistes refusaient que les jeunes montent dans leur autobus. Mais aucune confrontation directe ne s'est produite. Une autre façon de travailler s'est mise en place avec une liste noire des autobus que les jeunes refusaient d'utiliser.

Nous n'avons pas choisi les jeunes salariés. Un travail concernant la mixité a aussi été fait. Au départ, il existait un « consensus de fait », pour ne pas embaucher de jeunes filles censées ne pas protéger les machinistes. Seuls des jeunes hommes ont donc été embauchés, ce qui a posé d'importants problèmes dans la mesure où ces derniers adoptaient des postures provocatrices dans les autobus, entraînant des confrontations avec les usagers. Rapidement, les embauches masculines ont été bloquées et des jeunes femmes ont été recrutées. Cela a totalement changé l'appréhension de ces équipes par la population qui considérait que les jeunes femmes étaient là pour aider et non pour réguler ou surveiller. Ainsi, quand des machinistes, victimes d'une agression verbale ou de crachats, refusaient de reprendre leur autobus seuls, la RATP nous demandaient exclusivement des équipes de trois jeunes femmes pour créer un climat convivial dans le bus et rassurer le machiniste. Il est vrai que les jeunes hommes ne discutaient pas assez. L'exacte parité s'est ainsi mise en place au sein de l'association afin que le service rendu soit plus efficace.

Cela a aussi correspondu à la période où la RATP, qui jusque-là recrutait plutôt des hommes d'origine française, envisageait une plus grande mixité dans ses recrutements, aussi bien en termes de sexe que d'origine. Ce dispositif a aidé cette orientation. Des salariés qui n'imaginaient pas intégrer un service public se sont trouvés l'envie, les compétences et la légitimité à postuler. Certains postes ne requièrent qu'un niveau de CAP. De nombreux salariés pouvaient ainsi y prétendre.

Il est évident que le contact régulier dans des conditions de statut social égalitaire est un moyen de rapprocher les gens. Cependant, le désengagement de l'Etat entraîne la fin de certains financements de l'association tandis que les entreprises publiques, jusque-là fortement mobilisées par l'Etat pour travailler au nom de l'intérêt général, se referment sur leurs intérêts particuliers. Certaines d'entre elles, telle que la SNCF, se sont déjà désengagées. Aujourd'hui, le travail de mutualisation est devenu un travail de temps partagé, c'est-à-dire que les jeunes salariés se partagent entre les entreprises, ce qui n'a plus du tout le même sens, mais c'est à l'heure actuelle aussi une façon de maintenir ces emplois.

L'expérience des régies de quartier

Zinn-Din BOUKHENAÏSSI

Délégué général du Comité National de Liaison des Régies de Quartier

Le Comité National de Liaison des Régies de Quartier est un réseau d'acteurs qui travaille à la capitalisation des expériences et essaie de les diffuser. Je suis un enfant à la fois de la classe ouvrière et des mouvements d'éducation populaire. Cela tranche avec le regard de plus en plus ethnicisé que l'on porte sur les jeunes des quartiers populaires et qui, à mon avis, pose problème.

Le terme « régie de quartier » n'emprunte pas à la terminologie des collectivités locales, au sens de régie de service d'une collectivité locale ou d'un bailleur, mais à celle du théâtre. En effet, la régie met en scène les acteurs d'un territoire et essaie de donner à voir un certain nombre d'actions, d'activités et de projets de façon à valoriser les personnes qui les portent et à repenser l'action publique ou privée dans ces quartiers.

L'expérience des régies a vingt ans. Celles-ci développent, sur des territoires circonscrits à l'échelle d'un ou plusieurs quartiers, principalement d'habitat social, des activités de gestion urbaine de proximité, telles que l'entretien de la voirie ou des parties communes des bailleurs, dans une logique de coproduction de services. Ces actions visent à ce que les habitants définissent avec les acheteurs publics (collectivité locale ou bailleurs) les conditions d'exécution des prestations en doublant chaque prestation technique d'une prestation de lien social. Les régies développent par ailleurs une série d'actions inventées par les habitants pour répondre à des besoins locaux. Il peut s'agir d'un garage ou café-restaurant associatif ou encore d'une activité d'écrivain public, c'est-à-dire toutes sortes d'activités concourant à recréer du lien et à rapprocher les habitants des institutions publiques implantées dans ces territoires.

La participation des habitants fait partie de notre projet politique. Une régie ne peut pas être labellisée par notre réseau si les habitants ne sont pas majoritaires au sein des conseils d'administration des régies, à la fois en tant qu'acteurs salariés et qu'acteurs bénévoles. En règle générale, il existe au sein de ces conseils d'administration un collège des habitants salariés et un collège des habitants usagers des prestations développées par la régie. Comme toutes les associations qui travaillent dans ces quartiers, nous rencontrons des difficultés à mobiliser les habitants sur notre projet politique qui est complexe. Nous avons aussi beaucoup de difficultés à mobiliser les hommes politiques, quelle que soit leur couleur politique. Lorsque nous leur présentons notre projet, les politiques répondent qu'ils refusent la création de comités de salut public. Il existe donc une crainte fantasmée vis-à-vis des habitants, et surtout des jeunes.

La deuxième difficulté tient au fait que notre projet s'inscrit dans le champ de l'économie solidaire et non de la précarité des emplois. Nous demandons que les habitants, relevant majoritairement du droit commun, bénéficient de contrats eux-mêmes de droit commun. Notre projet politique vise à former les habitants et à leur donner une responsabilité sur leur territoire de vie à partir d'un contrat de droit commun qui pérennise leur prestation et leur présence. Cependant, nous rencontrons de grandes difficultés avec les bailleurs et les élus quand nous évoquons des CDI.

La troisième difficulté est liée à la nature des publics que nous accueillons. 80 à 90 % des salariés des régies sont issus de l'immigration. Or certains élus locaux ont des difficultés à appréhender la question du salariat avec ces publics.

Ces difficultés pèsent sur notre taux de croissance qui demeure faible. Depuis six ans, notre réseau plafonne à 140 régies alors que je travaille sur vingt projets de création de régie par an.

En interne, nous devons aussi faire face à des difficultés pour former nos militants et nos cadres. Dans certaines Régies, l'organisation démocratique n'est pas priorisée. Nous sommes toujours dans des organisations pyramidales et hiérarchisées. Les régies de quartier et les entreprises ordinaires suivent des modes de fonctionnement très proches dans la gestion de leurs équipes. Nous n'avons pas réussi à former des cadres qui repensent le fonctionnement démocratique à l'intérieur de l'entreprise. Une deuxième difficulté concerne la formation des cadres qui peuvent porter un regard ethnicisé sur les habitants et sur les quartiers. Nous sommes confrontés à un *turnover* important des cadres, comme toutes les associations dans ces quartiers. Il faut donc former en permanence les cadres, qui ne sont pas forcément acculturés, aux grands mouvements d'éducation populaire. Il faut donc en permanence remettre l'ouvrage sur le métier avec des moyens qui sont relativement faibles.

S'agissant du lien entre le développement d'activités par les régies et les relations avec le service public, nous avons développé l'activité des correspondants de nuit qui est une activité de médiation nocturne. Nous avons travaillé deux ans sur l'approche méthodologique et déontologique de cette mission. Il était important pour nous que cette activité ne se substitue pas à l'action de la police ni au travail social établi dans les quartiers. La régie a plutôt vocation à inventer des formes nouvelles d'intervention sur les espaces publics. Nous avons aussi beaucoup travaillé sur le projet des agents spécialisés des écoles maternelles. De nombreuses régies ont été sollicitées par les collectivités locales pour mettre en place cette activité, mais dans une logique d'externalisation des services publics. Or nous nous sommes opposés à cette logique. Il était important pour nous de travailler avec les femmes des quartiers sur le rôle de l'école et de créer des passerelles entre elles et l'école publique. Mais nous ne souhaitons pas que les régies se substituent à une activité de la fonction publique.

En ce qui concerne les événements de novembre, je n'aime pas utiliser l'expression « violences urbaines » car, à mon sens, on ne se rend pas compte de la violence inouïe subie par les habitants de ces quartiers, particulièrement par les jeunes. Je préfère l'expression « émeutes urbaines ». Pendant ces émeutes, nombre de régies ont créé des cellules de veille avec les habitants usagers, salariés ou militants pour conduire une régulation sociale et éviter les explosions de violence trop fortes. Aucune régie n'a été visée par les violences. Je pense que les régies ont une vraie capacité à accomplir ces actions de régulation quand elles ont une vraie légitimité dans les quartiers et ont conduit un vrai travail de participation effective avec les habitants.

Premiers enseignements des interventions

Alain LIPIETZ

Député européen groupe Verts/ALE

Nous avons balayé une série assez large de problèmes. Certains, tels que le chômage et le racisme, ont été volontairement écartés car ils ne concernent pas uniquement les quartiers.

L'ambition n'est pas de remplacer tous les services publics par le tiers secteur. La question est de savoir comment nous pouvons faire en sorte que les services publics soient réellement au service du public, qu'ils soient perçus comme tels afin qu'ils ne deviennent pas la cible de l'autodestruction et qu'ils soient au contraire un moyen de promotion.

La première réponse possible obéit à la conception du service public régalien : défendre un certain ordre public au service des habitants. Ce n'est pas "répondre au malaise de la société". C'est le point de vue minimal. La transformation des vieux services publics en réseau par la participation constitue un cran supplémentaire. L'expérience de *Partenaires pour la Ville* l'illustre. Il est important de souligner que le tiers secteur ne peut jouer ce rôle que lorsqu'il favorise l'accès à un vrai statut de salarié. A cet égard, ne pas vouloir que la régie de quartier serve à externaliser les missions du secteur public me semble tout à fait sain. Il ne s'agit pas de précariser le secteur public mais de stabiliser d'autres formes de services au public, qui permettent l'auto reconnaissance de soi et la reconnaissance par les autres.

Débat

De la salle

J'habite dans la cité de Boissy-Saint-Léger. Jusqu'à l'année dernière, j'habitais dans le vieux Boissy. La cible des émeutes n'était pas les services publics en particulier mais plus généralement tout ce qui se trouvait dans les cités, y compris les rares commerçants. La focalisation sur les services publics s'explique par le fait que seuls ces derniers sont présents dans ces quartiers.

La ville est devenue un ghetto en quelques années. Lorsqu'elle était à gauche, la municipalité créait des services publics à tout va. Elle est maintenant à droite et aucun service public n'a vu le jour depuis dix ans. La ville s'est complètement refermée sur elle-même. Après avoir été élu local, je suis maintenant élu régional et, alors que je rentrais un soir vêtu d'un costume, un jeune m'a demandé si j'étais le frère de Jacques Chirac. Ces jeunes ne voient jamais des personnes bien habillées parce qu'ils ne sortent jamais de la cité.

Pour moi, le problème le plus important est le manque de travail. Auparavant, un Antillais était considéré comme un Français. Il travaillait à La Poste ou dans les hôpitaux. Maintenant il n'est plus considéré comme un Français parce qu'il est de couleur. Cela est dû à un changement de mentalité : le monde a changé, nous avons peur, nous mangeons au fast-food, etc. Les adultes ont peur de travailler avec des gens de couleur et les excluent, sauf pour les travaux de gardiennage dans les quartiers. Pour moi, la volonté d'exister au travers d'un emploi est plus importante que les services publics.

En novembre, avec quelques élus, nous avons effectué des rondes. Malheureusement, un feu de poubelle a brûlé des habitations. Nous avons interrogé les jeunes qui nous disaient : « *On sait que ce qu'on fait n'est pas bien, mais si on ne fait rien, on va passer pour des bouffons vis-à-vis des autres cités* ». L'image de la télévision est omniprésente. La solidarité est immédiate avec les Palestiniens ou encore les autres cités dès lors que les événements sont retransmis à la télévision.

Au total, les violences ont coûté 250 millions d'euros, tandis que les accidents de la route coûtent 14 milliards d'euros. Les assurances ont eu le culot d'informer les mairies que leur redevance d'assurance serait augmentée de 30 % si elles avaient subi des dégâts et de 10 % en l'absence de dégâts. Les aménagements des collectivités ont permis de diminuer le nombre de morts et de blessés sur les routes sans que ces dernières ne réclament une baisse des redevances aux assurances. Je ne comprends pas que l'on se focalise sur une somme si faible. C'est une façon de dire aux jeunes de couleur dans les cités que l'on ne veut pas d'eux.

De la salle

Je regrette qu'on ne puisse évoquer le chômage. En outre, je me demande pourquoi nous ne sommes qu'une trentaine de personnes ici ce soir alors que cette manifestation est organisée par le CE des Verts qui compte 2 000 adhérents en Ile-de-France dont 700 à Paris. Peut-être, pour parler valablement des banlieues, et particulièrement des événements de novembre, faut-il commencer par réaffirmer le droit à la sécurité des personnes et des biens, individuels ou collectifs, lequel est inscrit dans la Déclaration de 1789 et dans la Constitution.

Certains problèmes se posent depuis longtemps en banlieue, tels que la place de la femme. Je pense à Sohane, brûlée à Vitry il y a quelques temps. Il en est de même pour l'homophobie et d'autres problèmes sociétaux.

Je me demande s'il n'existe pas une ségrégation urbanistique provenant du regard que la métropole porte sur ses anciennes colonies. Lorsque celle-ci a eu besoin de chair à canon, elle est allée chercher les tirailleurs sénégalais. Puis elle s'est tournée vers les Maghrébins pour sa reconstruction. Ils ont d'abord été logés dans des bidonvilles, puis dans des cités. Le Blanc-Mesnil, où vit un de mes amis, est cauchemardesque. Il n'est pas humain de vivre dans un tel environnement. Je pose un certain nombre de problèmes sans y répondre. J'ai bien entendu vos témoignages. Cela ne suffit pas.

Driss BENJEBARA, groupe des Verts XX^{ème}

J'ai travaillé dans de nombreux quartiers dont le Blanc-Mesnil où j'ai dû rencontrer Joëlle Bordet. Je préfère parler de révolte plutôt que de violence ou d'émeute. Je considère que ces événements constituent une réaction forte à une crise. Par ailleurs, je ne suis pas d'accord avec le terme d'autodestruction. Il faut faire davantage d'effort pour mieux comprendre cette révolte et déterminer s'il s'agit uniquement d'autodestruction ou s'il a été question de déstabiliser un système dans lequel ces jeunes ne se sentent pas bien.

Il existe un véritable problème sécuritaire dans certaines parties de nos quartiers ou de nos villes. Il s'exprime dans une relation violente avec la police qui n'est pas régulée par la justice. La police commet des crimes qui ne sont pas réparés par la justice.

On dit généralement qu'il n'y a pas d'expression politique dans ces quartiers. Or bien souvent, les dispositifs mis en œuvre dans ces quartiers sont très fragiles, comme cela s'est avéré pour le Conseil local des jeunes du Blanc-Mesnil. Pourtant, ces jeunes ont produit des documents qu'aucun syndicat ni parti politique n'avaient produits jusqu'alors. Je pense à l'excellent et très pédagogique film *Garde à vue, garde à toi* qui n'a jamais été diffusé à la télévision. Heureusement, un reportage l'a évoqué. Je me demande jusqu'où les formules produites jusqu'ici dans ces quartiers peuvent aller pour y organiser l'action politique. Il existe très peu de moyens pour cela.

J'ai aussi l'expérience de la participation des habitants. Bien souvent, celle-ci est conçue ou pratiquée comme un système d'entraide plutôt que comme un système politique de participation. On y retrouve l'éducation populaire tournée vers la charité. J'ai moi-même constaté que les plus grandes réticences venaient non des élus mais de ceux qui pratiquaient cette participation des habitants en raison de leur crainte à remettre en cause leurs modèles. Il faudrait réfléchir à un autre système scolaire et de partage de savoir et de construction de l'individu dans le savoir. Ce problème se retrouve aussi dans le travail social qui est un outil de reproduction des modèles existants.

Eros SANA, Verts 95, coresponsable du groupe banlieue des Verts

Je remercie Alain Lipietz d'avoir organisé cette réunion afin que l'écologie politique s'interroge sur sa place dans les banlieues. Je suis d'accord avec Driss Benjebara sur le fait qu'il faut faire attention aux mots que nous utilisons. Pour moi, les événements de novembre s'apparentent à une révolte, à un mouvement social à part entière, même s'il n'a pas les mêmes fondements que les mouvements sociaux auxquels nous sommes accoutumés. Je ne crois pas que les jeunes dits de banlieue ont envoyé un message d'autodestruction. Ils se trouvent dans un tel état de survie et se considèrent tellement relégués socialement et culturellement qu'ils considèrent que brûler les écoles ou les abribus ne changera rien à leur situation.

Cela répond à une violence, notamment celle de la police qui est réelle dans les banlieues. Je rentre souvent tard le soir dans ma banlieue et il ne se passe pas une semaine sans que je ne voie un contrôle de police qui dérape ou un contrôle au faciès. Pendant et après les événements de novembre,

la violence de l'Etat s'est prolongée avec les comparutions immédiates et la volonté du Ministre de l'Intérieur et du Garde des Sceaux d'appliquer des peines très lourdes. Chez moi, certains garçons ont été condamnés à six ou neuf mois de prison ferme. C'est incroyable ! Le monde politique ne se mobilise pas pour eux. Ils sont laissés pour compte. Les condamner de la sorte nous empêche d'aller vers eux alors que nous avons l'obligation de les considérer comme des acteurs sociaux à part entière. Les services publics tels que l'école, la Poste, les MJC ou l'ANPE sont considérés dans les banlieues comme étant parfois des modes d'expression de la violence d'Etat. En effet, ces jeunes ne réussissent pas à l'école ou, lorsqu'ils obtiennent de grands diplômes, sont relégués à des emplois de gardiens ou de livreurs de pizza. Cet exemple est désastreux à l'échelle d'un quartier. Pour eux, les services publics entretiennent les stigmatisations et les discriminations.

Par ailleurs, les banlieues sont des espaces hautement politisés. Face à cela, la ville répond très souvent par une volonté de dépolitisation. Face à des jeunes lui adressant des demandes, le maire va offrir la construction d'un gymnase. L'offre sociale cherche ainsi à dépolitiser ces jeunes. Les conséquences sont très graves. En effet, très vite, le gymnase, construit pour pratiquer un sport à la mode, ne satisfera qu'une petite partie du quartier. En outre, les femmes sont exclues. Très souvent, les réponses ne concernent que les garçons. Il faut réinterpréter les services publics face aux questions fondamentalement politiques que pose la banlieue. Après la réunion, j'essayerai de me rapprocher de Monsieur Boukhenassi car les régies de quartier peuvent constituer une forme de réponse. Mais, comme le tiers secteur, elles ne peuvent pas combler tous les interstices sociaux et politiques. Les politiques doivent reprendre la parole et la donner aux habitants des banlieues.

Joëlle BORDET

C'est en tant que clinicienne que j'évoque l'autodestruction. Je ne porte pas de jugement. Depuis 25 ans, j'ai vu beaucoup de jeunes sacrifiés. Je travaille actuellement sur les textes de René Girard sur la violence du sacré. Il faut s'interroger sur la dimension symbolique de la violence et le rapport entre ce que les jeunes produisent comme destruction pour eux-mêmes et vis-à-vis des autres et le fait qu'ils soient eux-mêmes détruits par les autres. Nous sommes dans une situation qui se rapproche du contexte israélo-palestinien et non du conflit social ouvrier des années 70. Elle est symbolique et politique.

La montée du sécuritaire entraînant la destruction du conflit social constitue une hypothèse politique que j'aimerais approfondir. La destruction ne conduira pas à un projet politique global. C'est pourquoi il faut soutenir le passage de la destruction au conflit. Le niveau élevé de toxicomanie dans ces quartiers n'a pas été traité car il permettait d'empêcher toute révolte. Des jeunes l'ont intériorisé. En outre, les systèmes de valeur de ces jeunes sont très paradoxaux, passant de la solidarité à l'individualisme le plus total. Une de mes hypothèses porte sur la dynamique paradoxale dans la construction identitaire de ces jeunes confrontés à un changement du système de valeur de la société. J'aime beaucoup le livre de Richard Sennett intitulé *Respect : de la dignité des hommes dans un monde d'inégalités* qui montre à quel point le libéralisme pose problème quant au projet de lien social dans une société. Je suis favorable à ce que ces événements soient qualifiés de révolte, mais il faut se mettre au travail pour déterminer comment passer à la révolte politique.

Je connais bien le travail des jeunes de Blanc-Mesnil. Où sont présentées au public les productions des jeunes ? Où sont-elles travaillées chez les inclus ? Qui va tenir le débat public sur la révolte ? Seront-ce les chercheurs, les inclus ou ces jeunes avec qui nous allons construire des espaces de parole. Il existe entre Paris et la banlieue une ségrégation de plus en plus forte qui va renforcer la violence. Il faut ramener la capacité de production de ces jeunes à l'intérieur de Paris pour favoriser le métissage. La force d'invention du métissage en France se trouve dans ces quartiers. Il faut maintenant savoir comment elle peut influencer la ville.

De plus, les jeunes ne sont pas seuls en cause. En effet, les gens ressentent une peur massive qui constitue une manne extraordinaire pour les populistes et sur laquelle la gauche ne peut pas faire l'impasse. A cet égard, la dimension intergénérationnelle est clé. J'ai travaillé trois ans sur les rapports internes dans un quartier de Créteil et examiné les systèmes d'opposition entre les personnes âgées et les préadolescents, la question de la gestion et la réassurance collective de l'espace public. C'est un problème très subtil à traiter. Il ne s'agit pas de création d'offre de services mais de déterminer la manière dont les dynamiques sociales et politiques sont mises au travail. Il faut sortir du risque de plaquage idéologique.

Mounira MEHIRI

Je suis administratrice de Profession Banlieue qui est un centre de ressources politique en Seine-Saint-Denis et fédère l'ensemble des acteurs du département. Nous avons alerté sans succès pendant deux ans le sous-préfet à la ville à propos des arrêts de financement des associations. Après les trois semaines de révolte, 600 millions d'euros d'aide aux associations ont été annoncés alors que nous cherchons à expliquer aux jeunes qu'ils ne doivent pas brûler pour obtenir des aides. Les jeunes sont persuadés que cette somme sera débloquée, ce qui n'a pas été fait jusqu'à maintenant. Je pense que la révolte ne trouvera pas les conditions pour se transformer en conflit si le gouvernement ne fait que des effets d'annonce pour toute réponse. Je rappelle que les aides aux associations annoncées sont inférieures à celles qui avaient été précédemment supprimées. En outre, 800 millions d'euros ont été attribués aux plus grandes fortunes de France grâce à la réforme de l'ISF.

Gérard GRENERON

Je suis le premier à dénoncer les dysfonctionnements de la police. Mais il ne faut pas répondre à une stigmatisation par une stigmatisation. Je me situe dans la perspective d'un avenir meilleur et je suis persuadé que des passerelles sont pour cela nécessaires entre les policiers et les jeunes des cités. Des policiers luttent aussi contre la drogue dans les cités. Il ne faut pas se leurrer sur la réalité des infractions commises et constatées dans les cités. Il faut aussi stopper la stigmatisation réciproque. Il est vrai que des infractions ont été commises par des policiers mais des policiers sont aussi tués en service. Je ne suis pas le porte-parole de la police nationale et je viens en tant que représentant syndical pour chercher à trouver d'autres solutions. J'ai rencontré Zinn-Din Boukhenaiissi lors d'un colloque et nous avons trouvé des terrains d'entente. Il faut aussi à mon avis "verbaliser" ce qui ne va pas et ne pas oublier que les policiers vivent eux aussi très mal ces situations. Est-il raisonnable d'envoyer de jeunes policiers dans des quartiers difficiles où une peur répond à une autre peur ? Les policiers sont avant tout des êtres humains.

Alain LIPIETZ

Le racisme et le chômage font bien évidemment partie du problème général de la crise des banlieues, mais ils font l'objet d'autres débats. A cet égard, par solidarité, en tant que descendant d'immigrant, j'ai signé l'appel des *Indigènes de la République*. Il est bien évident que le fait d'avoir recouru à la loi sur l'état d'urgence, conçue pour l'Algérie puis réutilisée pour la Nouvelle Calédonie, montre que cet appel, qui se voulait provocateur, était tout à fait pertinent.

La volonté d'autodestruction, au sens clinique, des jeunes devient catastrophique lorsqu'elle est utilisée par l'adversaire, c'est-à-dire le Ministre de l'Intérieur. Il s'agit d'un mécanisme courant, dont on retrouve une forme subtile à l'école. Comme l'a montré Goffman, en Grande-Bretagne, les

Crise des banlieues, rapport aux services publics : les réponses du tiers secteur Les Verts/ALE
fils d'ouvriers s'excluaient eux-mêmes de toute insertion sociale par l'école et devenaient ouvriers.
Aujourd'hui, par le même mécanisme, les jeunes des cités deviennent chômeurs et précaires.

En outre, l'analogie avec la situation israélo-palestinienne est intéressante. La façon dont Nicolas Sarkozy a provoqué l'émeute ressemble à la provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées qui allait entraîner l'Intifada des armes. Sharon savait qu'il serait facile d'écraser cette Intifada. Mais il a changé d'avis quand il a constaté le blocage politique que cette victoire entraînait. Une des difficultés de la dialectique de l'autodestruction et de la provocation réside dans l'illusion de son efficacité par rapport à d'autres actions comme les régies de quartier. Un jeune diplômé de troisième cycle devenant livreur de pizza est une catastrophe pour tout le quartier. Il en est de même d'une émeute qui entraîne des aides financières, comme cela s'est passé aux Minguettes ou ailleurs dans les années 90. Les Verts veulent éviter de répondre aux émeutes par une offre de service public sans lien social, une offre de participation non démocratique ou un cadeau, qui ne constitue qu'un armistice après l'affrontement entre autodestruction et provocation. Ils cherchent à élaborer une réponse construite.

Mounira MEHIRI

Le terme d'autodestruction est très médical. Il ne relève pas d'un langage politique et cela me gêne énormément. Nous parlons d'un mouvement qui a aussi été politique. Je préfèrerais parler de destruction de proximité.

Alain LIPIETZ

L'autodestruction n'est pas politique mais fait partie de la vie individuelle. La politique doit observer ce qui se passe chez les individus et changer les cadres sociaux pour favoriser leur épanouissement, même si elle ne peut pas tout faire. Elle ne peut pas assurer le bonheur individuel. Mais elle a son rôle. L'exemple de l'homosexualité est à cet égard parlant. L'individuation aboutit à ce qu'une juxtaposition de situations individuelles de malaise conduise à la construction d'un groupe face à l'adversaire. La "destruction de proximité" constitue alors un problème pour le politique.

C'est ici que la question de la médiation et du tiers me pose problème. Il n'est pas possible de changer la ville du jour au lendemain. Il y aura toujours de la méfiance, même dans une cité où il y a une régie de quartier ou une police de proximité. Certains seront toujours convaincus que les services publics et les services au public ne sont pas là pour les aider. La police est le représentant de la violence légitime. Le médiateur est-il du côté de la violence légitime ? Cette question se pose aux éducateurs et aux salariés de la justice. Vous avez évoqué les mauvais médiateurs machistes qui protégeaient leur autobus, externalisant le service public de la police. Comment réussir à maintenir l'équilibre entre être le médiateur de la cité, voire même l'expression de la cité commençant à s'organiser, enseigner que la police ou le contrôleur du bus ne sont pas forcément des ennemis et ne pas apparaître comme un espion ou mouchard potentiel ?

Michèle LOUP, Conseillère régionale d'Ile-de-France

Le fait que les médias montrent exclusivement des garçons commence à m'énerver. Les jeunes garçons et les jeunes filles sont traités différemment. Leur révolte, si révolte il y a, ne s'explique pas de la même façon. Il existe une souffrance commune, mais les filles la vivent différemment.

J'ai participé à un atelier sur les rapports entre les filles et les garçons dans la cité lors d'un forum de la jeunesse franco-africaine. Les filles reprochaient durement aux garçons présents leur

fainéantise. Dès l'enfance, ces derniers sont habitués à rester assis avec les pères pendant que les filles aident au ménage, à la cuisine et aux devoirs des plus petits. Nous avons tendance à aller dans le même sens en plaignant ces garçons qui finissent par s'arroger tous les droits, notamment sur les jeunes filles. Ils se valorisent par l'affrontement avec la police ou le séjour en prison. Les réponses des politiques concernent exclusivement les garçons. Les jeunes filles partent peu en colonies de vacances ou en classe verte. L'apartheid social et territorial se double d'un apartheid de genre qui est toujours nié.

Sans les médias, les événements n'auraient pas pris tant d'importance. Mais il faut aussi les relativiser. Le problème de l'emploi est central. Les jeunes, Français de souche ou immigrés, ayant fait ou non des études, connaissent le chômage de masse. La proportion est certainement plus grande chez les jeunes issus de l'immigration. Bien que cela fasse plus de dix ans que je sois chez les Verts, je ne suis toujours pas convaincue que l'économie sociale et solidaire, bien qu'elle ait son utilité, résoudra le problème de la mondialisation, des délocalisations et de la suppression du travail par les nouvelles technologies. Quelles réponses aux problèmes sociaux les élus sont-ils capables d'apporter en termes économiques ?

Pascal, Verts XIX^{ème}

Le problème ne doit pas être posé uniquement en termes de problème de quartier ou de banlieue. Le problème des diplômés qui n'arrivent pas à trouver un emploi suffisamment qualifié touche aussi les femmes blanches dotées d'un bac+2 et qui se retrouvent caissières. Il s'agit d'un phénomène de société de déclassement : la nouvelle génération n'arrive pas à atteindre ses objectifs symboliques ou financiers. L'écart de revenus entre les 20-30 ans et les 40-50 ans était de 15 % dans les années 60 et 70. Il est de 40 % aujourd'hui. La société a continué à créer de la richesse, mais essentiellement pour les retraités et les actifs de 40 ans, contribuant à accentuer le clivage générationnel. Il existe bien évidemment des logiques spécifiques aux banlieues mais, d'un point de vue politique, nous avons intérêt à souligner le lien existant le pizzaïolo bac+5 des banlieues et la caissière blanche bac+2. En les opposant, nous faisons le jeu de l'ethnicisation du problème et, par là, celui du Front National. Notre façon d'aborder le problème n'est pas forcément la bonne.

Alain LIPIETZ

Je ne pense pas que nous fassions le jeu du Front National en organisant le débat d'aujourd'hui. Des dizaines de réunions sont organisées par les Verts sur le thème de l'emploi. Le chômage de masse paralyse l'ascenseur social et cela a des effets spécifiques dans les quartiers. Le diplômé chômeur d'un quartier où le chômage est faible ne détruit pas l'idée qu'il est possible de s'en sortir grâce aux études. Mais dans un quartier où le taux de chômage est de 30 %, le fait qu'un jeune doté de diplômes supérieurs ne trouve pas de travail en raison de son origine ethnique a des conséquences majeures sur la totalité du quartier.

Louis JOUVE, Verts Quartier Latin

Le sujet est difficile. L'encouragement à la violence réciproque entre les jeunes et la police est le contraire des méthodes politiques que les Verts promeuvent. Il n'y a eu aucun mort chez les policiers comme chez les jeunes pendant les émeutes, même si des accidents ont eu lieu. La police a démontré sa capacité à utiliser la force avec mesure. A mon sens, la couleur des protagonistes a un rôle dans la conflictualité. Quand les membres de la commission Stasi sur la laïcité se sont rendus à Londres, une policière voilée se trouvait sur le quai parmi les autres policiers. Sommes-nous capable de faire

progresser la police vers une telle osmose ? Il existe à Paris des hommes, mais pour l'instant pas de femmes, issus de l'immigration et travaillant comme machinistes.

Je ne suis pas d'accord avec ce qui a été dit concernant l'école. Aujourd'hui, un jeune doté d'un BTS d'électromécanique n'est jamais au chômage. Le doctorat n'est pas la clé pour entrer sur le marché du travail. L'économie sociale et solidaire peut fonctionner pour les emplois de services, mais pas pour ceux de production. A Paris, la moitié des appels d'offre que passent les offices de logement social sont infructueuses car les grosses entreprises ne s'y intéressent pas et les entreprises générales de bâtiment et les petites entreprises, autrefois créées par les immigrés italiens, n'existent plus.

Je ne suis pas d'accord pour dire qu'il existe un chômage massif des jeunes. Cependant, des zones de chômage existent et cela les démobilise complètement. Le marché du travail clandestin des ouvriers polonais est florissant.

Il est faux de considérer que l'école est un ascenseur social. L'école est une échelle qui permet, barreau après barreau, et parfois génération après génération, de progresser socialement au prix d'efforts individuels. Les 160 000 voix qui ont manqué à Lionel Jospin lors de l'élection présidentielle de 2002 sont celles à qui il avait promis, au travers de la loi de 1989, que 80 % d'une classe d'âge aurait droit au baccalauréat.

Par ailleurs, je me demande si les jeunes des émeutes ne sont pas ceux qui sont venus dépouiller les manifestations lycéennes du printemps dernier.

Eros SANA, Verts 95, coresponsable du groupe banlieue des Verts

Je n'ai pas voulu stigmatiser les agents de police. Je pointais simplement des comportements paradoxaux qui deviennent des systèmes du côté des jeunes comme du côté de la police. En banlieue, les jeunes sont systématiquement contrôlés avec violence et humiliation, qu'ils aient ou non un emploi, qu'ils soient ou non d'origine étrangère. Ce système est actuellement favorisé dans la police par l'exigence de rendement quantitatif.

Par ailleurs, même si la question sociale est importante, il existe aussi une spécificité propre à la banlieue concernant le chômage. Les jeunes issus de banlieue et diplômés ont aussi énormément de mal à trouver un emploi déqualifié. Cela aggrave les conséquences négatives sur l'ensemble de leur quartier.

La pacification sociale et l'expression du service public amènent très souvent à discriminer les filles car on ne répond pas à leurs attentes. Pour autant, je crois qu'il ne faut pas les opposer. Ils sont totalement solidaires les uns avec les autres.

Driss BENJEBARA, groupe des Verts XX^{ème}

J'ai voulu souligner l'absence de justice et non stigmatiser la police. Cette dernière est de plus en plus amenée à répondre à des demandes sociales qui ne sont pas de son ressort. Par ailleurs, la justice n'a pas joué son rôle dans les conflits qu'il a pu y avoir entre la police et les citoyens. J'appelle de mes vœux une justice plus diligente et j'espère que la police sera aussi plus exigeante envers elle. Je l'appelle à réfléchir à une perspective de police plus démocratique et au service des citoyens.

De la salle

Je n'appartiens pas aux Verts. J'ai 30 ans, je viens de la banlieue et je ne me reconnais pas dans ce que vous dites. J'ignore comment vous allez trouver des solutions.

Mon projet s'appelle Biofrais et propose de livrer des produits bio avec des véhicules électriques. Je gagne 10 euros par mois. J'aurais pu gagner le SMIC ou le RMI, mais j'ai des valeurs. Je pense qu'il est fondamental d'apporter des valeurs dans les banlieues. L'écologie et l'environnement sont porteurs de valeurs. Vous les oubliez peut-être pour essayer de trouver des problèmes ailleurs.

Alain LIPIETZ

Lors d'un récent débat à la Reynerie en banlieue de Toulouse, il est apparu que les filles pensaient avoir eu tort de ne pas intervenir dans les émeutes. Notre débat porte moins sur les causes des émeutes que sur les réponses des municipalités qui s'apparentent à des cadeaux aux garçons.

Gérard GRENERON

Nos discours sont identiques mais formulés de manière différente. En tant que syndicaliste et représentant d'une ONG, je m'intéresse au tiers secteur et je n'ai pas le discours du Ministre de l'Intérieur, quel que soit son bord politique. A défaut de l'institution policière, il faut nouer le dialogue entre les jeunes des cités et le tiers secteur et des organisations comme la mienne. Je suis convaincu que la discussion permettra de trouver des solutions. Le conflit est certain mais nous construirons à partir de ce conflit. Il faut mettre en place ce dialogue aujourd'hui, en profitant de l'éclairage donné en novembre, afin que cela ne se reproduise pas dans quelques mois. Il faut saisir la main tendue par certains policiers car nous devons construire ensemble la société. J'ai commencé à créer des liens avec Zinn-Din Boukhenaissi à Messine. Nous étions alors pendant les émeutes et les étrangers me demandaient ce qui se passait en France. Le rôle des médias dans cette affaire n'a pas été anodin. J'ai vu sur CNN des images de voitures qui brûlaient dans le centre de Lyon. En fait, des échauffourées entre policiers et jeunes ont bien eu lieu dans Lyon, mais les voitures qui brûlaient n'étaient pas dans le centre-ville.

Mounira MEHIRI

Un des problèmes posé par le projet de loi sur l'égalité des chances est que le comité de prévention de la délinquance est censé relever du Ministère de l'Intérieur.

Par ailleurs, je suis contre le fait d'évacuer en permanence le problème hommes-femmes sous prétexte qu'il existe une grande solidarité entre eux dans les banlieues. Cette solidarité n'est pas évidente. En outre, dans de nombreux quartiers, l'espace public est occupé exclusivement par des hommes.

Zinn-Din BOUKHENAISSI

Je ne suis pas d'accord pour considérer de la même façon la jeune blanche bac+2 et le jeune de quartier bac+5 qui ne trouvent pas de travail car l'impact n'est pas le même. L'année dernière, au travers du conseil national d'insertion par l'activité économique, notre réseau a travaillé sur les discriminations, notamment au travail, et nous avons pu mesurer l'étendue des dégâts pour les victimes comme pour les personnes qui coproduisent cette discrimination.

Par ailleurs, je voudrais revenir sur la question démocratique. Comment invitons-nous les habitants des quartiers à refaire de la politique au travers des régies de quartier ? Pourquoi n'arrivons-nous pas aujourd'hui à recréer des espaces de parole, de conscientisation et de culture politique là où nous arrivions il y a vingt ans ? Les mouvements d'éducation populaire, qui sont en recul dans les quartiers, doivent les réinvestir grâce à un projet politique différent qui réoriente une partie de leurs missions. La gestation d'un projet de régie dure 18 à 24 mois. Lorsque se pose la question de la prise d'une part de pouvoir des habitants au sein du projet, le projet est abandonné au motif qu'il s'agit de populations issues de l'immigration. La peur des politiques est anormale et incompréhensible.

Alain LIPIETZ

Dans nos débats, j'ai été frappé par la responsabilité qu'ont les politiques de donner des réponses qui ne divisent pas. Le service public ne doit pas être une offre, et encore moins un cadeau. Il doit favoriser la production d'un territoire sur lequel les habitants auront du pouvoir sur eux-mêmes. Tel est le schéma qui se dégage de nos débats.

La difficulté réside dans la multiplicité des contradictions. Il existe une tendance à dire qu'il suffit de régler la question du chômage pour régler celle des banlieues, ou de régler celle des jeunes de banlieues pour régler celle des jeunes femmes. Mais les contradictions ne sont pas parallèles, elles ne s'emboîtent pas, elles s'entrecroisent et se cumulent les unes aux autres. Chacune doit être traitée comme un problème à part entière même s'il est vrai qu'en se cumulant, elles s'aggravent les unes et les autres. Face à cela, la politique du cadeau est particulièrement dangereuse. Lors du débat à la Reynerie, les filles considéraient que c'était parce qu'elles n'avaient pas participé aux émeutes qu'elles n'avaient rien obtenu. Cette attitude émanait notamment de filles qui viennent de quitter les *Motivés* parce que la position des filles n'y avait pas été prise en compte...

Outre l'autodestruction et la transformation par Nicolas Sarkozy de ce qui aurait pu être un conflit social en rivalité de violence, il ne faut donc pas faire l'impasse sur le fait que plus les jeunes brûlent, plus ils obtiennent de cadeaux. A cela s'oppose l'approche des Verts selon laquelle les services publics sont la construction d'un territoire qui se rend service à lui-même. Certains services publics prennent la forme de grands réseaux nationaux (l'école, les transports, l'hôpital), d'autres peuvent très largement être assurés par un service au public émanant du territoire lui-même, soit directement, soit en servant d'enrobage à un grand réseau. La possibilité que le service public soit rendu par la communauté à la communauté présente une série d'effets positifs en créant du lien social. Si les jeunes participaient aux services à la communauté, notamment à ceux auxquels ont affaire les personnes âgées, cela permettrait d'améliorer la perception réciproque.

La conception de ce que doit être le service public et son caractère consubstantiel avec la question de la démocratie et du territoire constituent un deuxième acquis de notre discussion.

Le troisième acquis porte sur la complémentarité entre le secteur public et le tiers secteur. Les deux témoignages de ce soir plaident en faveur d'une absence de dichotomie de statut, lequel constitue la marque que la société donne à la dignité d'une activité. Au contraire, les statuts doivent se ressembler pour celui qui travaille, même si le financement peut être totalement différent.

Enfin, le rôle des politiques est essentiel. Peu après les émeutes, nous avons tenu une réunion pour dresser un bilan. Beaucoup de conseillers régionaux et municipaux Verts étaient présents. Ils ont participé, comme le tiers secteur, à des tentatives de pacification pendant les émeutes. La question est de savoir ce qu'il faut faire dans la durée. Si nous ne sommes pas capables dès aujourd'hui d'organiser la résistance à la droite, à partir de nos positions dans les collectivités locales, nous perdrons la possibilité et la légitimité de remporter les élections en 2007. Le tiers secteur a la capacité d'être mis en œuvre sans l'appareil d'Etat central. Cette capacité est néanmoins faible en

Crise des banlieues, rapport aux services publics : les réponses du tiers secteur Les Verts/ALE
raison des problèmes de financement. Au travers de la décentralisation, l'Etat transfère énormément de dépenses vers les collectivités locales sans les compenser. Le département, qui est compétent pour ce qui concerne la politique sociale, se voit imposer "les routes nationales".

Une fois ces compétences assumées, les départements et les régions gérés par la gauche et les Verts doivent en plus développer le tiers secteur, alors que l'Etat n'a pas mis en place un seul des mécanismes qui permettent, par exemple, de transférer l'argent de l'Assédic ou de l'Unédic au tiers secteur chaque fois que celui-ci crée un emploi. Pourtant, le travail des conseillers municipaux et régionaux en faveur du développement des services au public venus de la communauté constitue à la fois la concrétisation et la démonstration de leur faisabilité. Une loi-cadre permettra de leur donner ensuite plus d'ampleur. J'assistais le week-end dernier à une réunion à Nantes sur le tiers secteur. Il en ressort que de nombreuses expériences se développent dans toutes les régions et sont souvent confiées aux Verts.

J'appelle tous les élus verts, locaux, régionaux et à prétention nationale, à se lancer. Ils doivent discuter avec les syndicats de policiers mais aussi avec la population et plus précisément avec cette fraction organisée de la population qui s'inscrit dans la démarche de tiers secteur et dans la démarche de vie de quartier.

Je remercie chaleureusement les quatre intervenants de notre table ronde.

Annexes

ALMF.....	5	Monsieur PASCAL.....	21
Biofrais.....	23		